



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Modalités de calcul - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Quatre budgets forment le cadre budgétaire de Montpellier Méditerranée Métropole : un budget principal et trois budgets annexes (assainissement, service public de l'assainissement non collectif, parking). Les budgets annexes ont vocation à porter l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à un service public identifié : toutes les dépenses et recettes qui participent aux investissements ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation, dont la masse salariale, et toutes les recettes encaissées auprès des usagers de ces services.

Cependant, une part des charges d'exploitation est portée par un autre budget :

- Un budget annexe peut porter les charges de personnel d'un autre budget annexe (cas de l'assainissement avec le SPANC) ;
- Le budget principal porte les charges de personnel dès lors que les missions d'un agent ne sont pas totalement dédiées au budget annexe ;
- Le budget principal porte également les dépenses de personnel des agents dédiés aux fonctions supports : finances, juridique, ressources humaines, informatique, moyens généraux ;
- Le budget principal globalise les charges de structure : dépenses de fonctionnement des services de la Métropole (énergie, téléphonie, entretien et réparation des bâtiments, nettoyage des locaux, parc auto, eau, petites fournitures, assurance).

Il convient dès lors de fixer des règles de refacturation afin que l'équilibre des quatre budgets reflète au mieux les charges relatives à leur service.

Il est proposé d'établir les critères de refacturation ci-dessous :

- Les charges de personnel dédié aux services établis en budget annexe seront intégralement refacturées chaque année sur la base des coûts de masse salariale ;
- Les fonctions supports affectées à ces services seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 6 % de la masse salariale du budget annexe (que celle-ci soit directement portée par le budget annexe ou par un autre budget) ;
- Les charges de structures relatives à ces budgets annexes seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 3 % du coût de la masse salariale.

La refacturation proposée est ainsi établie en cohérence avec les taux de 6 % pour les fonctions supports et de 3 % pour les charges de structure, validés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), lors des précédents transferts de compétences entre les Communes et la Métropole.

Pour l'exercice 2022, les éléments refacturés et les montants estimés sont les suivants :

	Montants estimés 2022
BA ASSAINISSEMENT	Masse salariale MS = 3 332 000 €, portée par le budget annexe Fonctions supports 6% = 199 920 € Charges de structure 3% = 99 960 € Total = 299 880 €
BA PARKING	MS = 13 500 €, portée par le budget principal 6% = 810 € 3% = 405 € Total = 14 715 €

BA SPANC	MS = 45 000 €, portée par le budget annexe assainissement 6% = 2 700 € 3% = 1 350 € Total = 49 131 € dont 45 000 € au BA assainissement et 4 050 € au budget principal
----------	---

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de refacturation entre les différents budgets et les modes de calcul indiqués ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211157-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.